

ACTION URGENTE

IL FAUT QU'UNE MINISTRE VEILLE À LA PROTECTION D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

La ministre bangladaise des Affaires féminines et infantiles a fait savoir à Amnesty International que la police enquêtait actuellement sur les menaces proférées contre Shampa Goswami, une défenseure des droits humains. Amnesty International demande à la ministre de garantir la sécurité de Shampa Goswami tant que celle-ci est en danger.

Shampa Goswami est une enseignante et militante en faveur des droits humains travaillant pour Odhikar, célèbre organisation bangladaise de défense des droits fondamentaux. Elle a été menacée par un groupe d'hommes après avoir encouragé une femme ayant été violée à le signaler la police. Mercredi 26 octobre, Amnesty International a diffusé une Action urgente demandant aux autorités bangladaises de veiller à la protection de Shampa Goswami, et à ce que les menaces dont elle a été victime fassent l'objet d'une enquête. Peu après, Shirin Sharmin Chaudhury, ministre bangladaise des Affaires féminines et infantiles, a répondu à un appel envoyé par un membre du Réseau Actions urgentes. Dans ce message, Shirin Sharmin Chaudhury a déclaré que ses services avaient porté l'affaire à la connaissance de la police dans la ville de Satkhira, dans le sud-ouest du Bangladesh, où vit Shampa Goswami. Shirin Sharmin Chaudhury a également affirmé que la police de Satkhira enquête sur les menaces proférées contre Shampa Goswami.

Si Amnesty International se félicite de la réponse de la ministre, Shampa Goswami reste en danger à moins de bénéficier immédiatement d'une protection. Cette protection doit cependant être accordée en consultation avec Shampa Goswami, et respecter pleinement ses souhaits.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en bengali, en anglais ou dans votre propre langue :

- saluez la réaction de la ministre bangladaise des Affaires féminines et infantiles, Shirin Sharmin Chaudhury ;
- demandez à Shirin Sharmin Chaudhury de faire en sorte que Shampa Goswami soit protégée contre tout nouvel acte de harcèlement, dans le respect total de ses souhaits ;
- engagez-la à veiller à ce qu'une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les actes de harcèlement dont Shampa Goswami a été victime soit ouverte immédiatement, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité en la matière ;
- exhortez-la à faire en sorte que les défenseurs des droits humains, y compris ceux qui soutiennent les victimes de violences sexuelles, puissent mener leurs activités légitimes au Bangladesh sans craindre de représailles ni de harcèlement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 DÉCEMBRE 2011 À :

Ministre des Affaires féminines et infantiles
 Dr Shirin Sharmin Chaudhury
 Ministry of Women and Children's Affairs
 Bangladesh Secretariat
 Dhaka
 Bangladesh
 Fax : +8802 7162892
 Courrier électronique : sminowca@gmail.com
 ou lamisa@bol-online.com

Formule d'appel : *Dear Minister, / Madame la Ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays. (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 316/11. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/ASA13/010/2011/fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

IL FAUT QU'UNE MINISTRE VEILLE À LA PROTECTION D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En mai, Shampa Goswami, enseignante et défenseure des droits humains de 32 ans qui travaille pour Odhikar, une célèbre organisation de défense des droits humains bangladaise, a appris qu'une vieille dame avait subi un viol en réunion. Elle lui a rendu visite plusieurs fois à l'hôpital pour prendre de ses nouvelles et lui a conseillé d'aller voir la police, ce qu'elle a refusé de faire.

La police, qui a finalement eu connaissance des faits, a arrêté quatre hommes pour viol en réunion présumé. À la suite de ces arrestations, Shampa Goswami a été menacée par téléphone et en personne. Les choses ont pris un tour encore plus inquiétant vendredi 23 octobre, lorsque la jeune femme et un ami proche ont été harcelés par un groupe de 10 à 12 hommes, qui les ont emmenés sur le toit d'un immeuble voisin, les ont fait asseoir ensemble et ont pris des photos d'eux au moyen d'un téléphone portable, tout en essayant de les intimider verbalement et en faisant des remarques suggestives à caractère sexuel. Ils ont tenté de faire chanter Shampa Goswami pour obtenir de l'argent en la menaçant d'envoyer les photos à la presse. Finalement, un passant est monté sur le toit et a réussi à convaincre les hommes de laisser partir les deux amis. Shampa Goswami a informé Odhikar le lendemain matin et, mardi 25 octobre, elle s'est rendue au poste de police de Satkhira pour signaler les faits.

Nom : **Shampa Goswami**

Genre : **femme**

Action complémentaire sur l'AU 316/11, ASA 13/011/2011, 2 novembre 2011